



Liminaire CGT

Comité Technique Local

19 mai 2020

« Divine surprise », la crise Covid a favorisé le dialogue social à la Drfip 44 et semble-t-il, à Bercy même, la CGT tenait à souligner que la tenue de réunions hebdomadaires et d'échanges multiples avec la Direction a été un plus sur cette période difficile. Maintenant que nous sommes entrés en phase 2, avec le Plan de Reprise d'Activité nous souhaitons que cela s'améliore encore tant les sujets restent nombreux avant un retour « à la normale » qui ne devra surtout pas être un retour aux pratiques d'avant.

Dans cette phase du PRA, la tenue d'un premier CTL depuis le début de crise va dans le sens d'une certaine normalisation qui ne doit pas servir de caution à une reprise à marche forcée des opérations d'affaiblissement ou de destructions de nos missions. La sphère du contrôle fiscal est très inquiète par exemple sur sa destinée future et nous ne voudrions pas que la crise économique qui vient soit le prétexte à accélérer la mutation de notre administration, du contrôle vers le conseil. Il était question dans un premier temps de participer au contrôle des aides d'urgence débloquées pour la crise. Cela n'a pas l'air de se concrétiser.

Concernant le PRA, nous demandons une dotation en masques au minimum de type FFP2, seuls à même de faire barrage au virus. Nous demandons la généralisation des attestations sur l'honneur pour le remboursement des frais de repas et que ces remboursements soient attribués aux « télétravailleurs ». Au passage, il conviendrait d'utiliser le terme de travailleurs confinés ou travailleurs à domicile tant la généralisation brutale de ce mode de travail est éloignée de notre conception du télétravail. Cette question fait d'ailleurs l'objet de débats et de premiers bilans qui viendront sans doute aussi nous percuter à la Dgfip.

La question sanitaire nous amène à demander la réinternalisation à la DGFIP du nettoyage ce qui permettrait sans doute plus de réactivité pour mettre en place les protocoles sanitaires.

Une question reste en suspens, un peu comme une épée de Damoclès, c'est la question de la réouverture de nos guichets au public. Nous demandons à avoir plus de visibilité sur cette question qui va rapidement devenir une question pratique si l'on passe une nouvelle étape du déconfinement à compter du deux juin. Nous aurons un certain nombre d'exigences à mettre en avant.

En tant que service public, nous sommes pris dans une double contrainte avec d'une part la volonté de privilégier la santé des personnels, et d'autre part le besoin d'être accessibles aux publics fragiles, victimes des multiples fractures (sociales, numériques, territoriales). C'est donc un gros chantier qui s'annonce pour mesurer les capacités physiques d'accueil de nos bâtiments et la mise à niveau de nos équipements de protection.

Sur la question des CAP, nous continuons de revendiquer la tenue de CAP nationales et locales pour les mutations avec la transmission de tous les documents qui étaient à disposition lors des CAP de mutation.

Et nous profitons de cette reprise pour rappeler certaines promesses qui ont été faites par Bercy quant à la suspension du NRP. Quand en introduction, nous affirmions que nous ne voulions pas d'un retour « à l'anormal », **cela passe par l'abandon définitif de ce projet de casse de notre réseau.**